

ment dans les États mêmes, mais aussi entre eux. Dans les exposés rédigés pour la conférence et dans certains groupes de travail, on a décrit diverses manières dont la conjoncture pourrait dégénérer en conflit.

Tout d'abord, à cause de la dégradation de l'environnement qui se manifestera par la désertification, le déboisement et les inondations, les rangs des réfugiés victimes de ces fléaux se gonfleront énormément dans le monde entier, et l'incidence sociale, politique et économique que ces populations démunies auront sur la conjoncture mondiale sera d'autant plus marquée. Des masses terrestres entières, y compris des pays, pourraient disparaître sous la mer. On estime, par exemple, que si le niveau de la mer s'élevait d'un à trois mètres, de neuf à vingt-sept millions de personnes devraient se déplacer dans le seul pays du Bangladesh. Où ces personnes iraient-elles ? Il est ahurissant de songer à l'effet cumulatif qu'aurait la multiplication des réfugiés à l'échelle du globe, phénomène qui serait attribuable à l'évolution rapide et sensible de l'environnement.

En deuxième lieu, les guerres civiles et internationales risquent de se multiplier si les approvisionnements en denrées alimentaires de base et en eau douce diminuent. Plus les conditions climatiques varieront, plus la productivité agricole fléchira, surtout dans les zones marginales de production, et cela engendrera d'autres conflits au sujet de l'accès à d'autres ressources vitales telles que l'eau douce. Environ 214 bassins hydrographiques sont partagés par au moins deux pays, et douze le sont par au moins cinq États. Même si le climat ne change pas, ces ressources seront de plus en plus sollicitées à cause des poussées démographiques.

Troisièmement, l'équilibre politique mondial pourrait être touché. Les grands importateurs de céréales, tels que l'Union soviétique, verront peut-être grandir leur dépendance à l'égard des marchés internationaux parce qu'ils auront subi chez eux les effets néfastes des changements climatiques. Parallèlement, dans les pays qui exportent depuis toujours des céréales (les États-Unis, par exemple), les excédents diminueront à cause de la perte de terres arables. Tous ces facteurs favoriseront l'instabilité en Union soviétique et chez ses alliés est-européens, ou affaibliront la capacité économique des États-

Unis. L'accès plus restreint à des ressources rares comme la nourriture et l'énergie inciteront peut-être des pays non militarisés à l'heure actuelle (songeons au Japon) à se doter de moyens militaires pour s'en garantir une part.

Quatrièmement, l'évolution des conditions climatiques pourrait aussi susciter des conflits internationaux dans l'Arctique et l'Antarctique, surtout dans les régions où la souveraineté d'aucune nation en particulier n'est reconnue. Le réchauffement de l'atmosphère pourrait causer le retrait de la banquise en été, de sorte que la majeure partie de l'océan Arctique serait alors libre de glaces. Pareil phénomène favoriserait le transport maritime et permettrait d'utiliser davantage les passages du Nord-Est et du Nord-Ouest, mais comme l'Arctique canadien deviendrait plus viable (pour les transports, l'exploitation minière, voire la production agricole), la souveraineté de notre pays dans le Nord risquerait d'être contestée. Si les changements climatiques rendent l'Antarctique plus accessible, les litiges au sujet des droits souverains sur cette région risquent aussi de s'aggraver. Par ailleurs, les deux régions polaires revêtiront sans doute une plus grande importance militaro-stratégique, advenant un réchauffement de la planète.

LA CONFÉRENCE A MIS EN LUMIÈRE la nécessité pour les gouvernements

de redéfinir leurs priorités en matière de sécurité nationale et de dépenses militaires, et de prendre en compte les dimensions géopolitiques des changements climatiques dans leurs décisions concernant la répartition des ressources. La déclaration publiée à l'issue de la conférence cite le Rapport de l'ONU sur les rapports entre le désarmement et le développement : «... Il faut reconnaître que la course aux armements et le développement sont en concurrence, surtout en ce qui concerne l'emploi des ressources, mais aussi sur le plan vital des attitudes et des perceptions.» La déclaration poursuit en disant qu'il est tout aussi essentiel de protéger l'atmosphère de la planète contre le péril grandissant que représentent les changements climatiques.

La déclaration reconnaît par ailleurs que les changements climatiques offrent aux nations de nouvelles occasions de collaborer entre elles, au-delà des divisions Est-Ouest et Nord-Sud. L'atmosphère fait partie du patrimoine de toute l'humanité, et il faut le traiter comme tel. Des efforts internationaux coordonnés s'imposeront pour réduire les émissions des gaz créant l'effet de serre et leur incidence sur le climat. Un «droit de l'atmosphère» est effectivement nécessaire pour régir et protéger ce bien commun, mais les particuliers, les organismes non gouvernementaux, les gouvernements et d'autres groupes doivent aussi agir dans le

même sens, entre-temps. Nous devons faire tout ce qu'il est possible de faire maintenant, au lieu d'attendre la conclusion d'une entente générale.

En outre, il faudra accorder une attention spéciale aux besoins des pays en développement et à la nécessité de transférer des ressources entre les pays riches et les nations pauvres. Comme M. Emil Salim, ministre indonésien de l'Environnement et de la Population, l'a expliqué : «À cause du piètre état de leur développement économique, les pays les plus pauvres ont très peu contribué au problème que constituent les changements climatiques. Pourtant, vu la croissance démographique prévue d'ici le début du prochain siècle et comme les populations de ces pays continuent de dépendre des ressources naturelles pour vivre et assurer leur survie, c'est le tiers-monde que la dégradation de l'atmosphère risque d'affliger le plus.»

Qui plus est, les pays en développement auront du mal à assumer leur part du fardeau pour prévenir les changements atmosphériques. En effet, ils n'auront pas les moyens de renoncer aux carburants fossiles dans leur développement industriel ou à d'autres combustibles tels que le bois pour répondre à leurs besoins domestiques. En planifiant l'aide au développement, il faudra donc prendre en compte les conséquences immédiates et à long terme des changements climatiques dans le tiers-monde.

Le groupe de travail sur les aspects géopolitiques du phénomène a résumé comme il suit le défi que le monde devra relever :

Il faudra donner une envergure internationale aux mesures qui s'imposent pour empêcher que l'atmosphère subisse des changements dommageables (réduire les émissions de polluants et favoriser la stabilisation de la composition de l'atmosphère). Voilà qui nous remet en présence de besoins mondiaux énoncés il y a déjà longtemps : stabiliser la croissance démographique, atténuer les tensions militaires et réaliser le désarmement, et favoriser une répartition plus équitable des richesses au sein des divers pays et entre ces derniers....

La coopération pour résoudre les problèmes cruciaux relatifs au climat s'impose de toute urgence, et peut-être que cette réalité offrira de nouvelles occasions d'examiner sous un nouveau jour les autres difficultés affligeant la planète depuis plus longtemps. □

CONCENTRATIONS GRANDISSANTES DE GAZ DANS L'ATMOSPHERE

Gaz	Taux d'augmentation (% par année)	Effets	Sources	Durée (Années)
Gaz carbonique	0,2 - 0,7	Effet de serre	Volcans; combustion de pétrole, de charbon et de bois; déboisement	10 à 15
Méthane	1 - 2	Effet de serre	Production de bétail; combustion de pétrole, de charbon et de bois; décomposition anaérobie	7 à 10
Oxyde d'azote	0,2 - 0,3	Effet de serre, destruction de la couche d'ozone	Combustion de combustibles fossiles; agriculture; décomposition anaérobie	100
Fluorocarbures chlorés (CFC-11 et CFC-12)	>5	Effet de serre, destruction de la couche d'ozone	Aérosols, produits refroidissants dans les climatiseurs et les réfrigérateurs; solvants industriels; mousses plastiques	50 à 100

Source: Tableau adapté à partir de World Resources 1987, Basic Books Inc., N.Y.